

École et difficultés scolaires au Japon

Entretien avec Daisuké Sonoyama



Daisuké Sonoyama est un sociologue japonais qui a travaillé sur la réussite scolaire des enfants immigrés en France. Lors d'un de ces déplacements en France, il nous a confié quelques réflexions sur l'école et les questions scolaires au Japon.

Quelle place a la sociologie de l'éducation au Japon ?

Dans le monde de l'éducation la sociologie a une certaine importance mais pas autant qu'en France. Ici, même dans les médias la sociologie est beaucoup sollicitée, ce n'est pas le cas au Japon où ce sont les économistes ou les spécialistes de sciences de l'administration. Les sciences de l'éducation elles-mêmes sont moins reconnues alors que l'éducation est essentielle dans la société. L'importance de l'enfant dans la famille est, je crois, une tradition pour beaucoup de pays confucianistes. Les débats actuels portent principalement sur le niveau scolaire qui est en baisse au Japon. On peut parler de l'effet de PISA : d'année en année, le Japon est en baisse. Même si nous sommes dans les six premiers, pour le Japon, passer du premier au sixième rang est une baisse. D'autant plus

que d'autres pays asiatiques (Hongkong ou la Corée) sont très bien placés ! Cela joue fortement dans la conscience japonaise. Mais avant PISA, en 2001 déjà, quelques sociologues s'étaient posé la question du niveau scolaire et des enquêtes sur le terrain avaient montré que le niveau baissait. Les questions du décrochage, de l'absentéisme sont aussi devenues très importantes au Japon. La question centrale est celle du rôle de l'école car, actuellement, elle est devenue beaucoup moins attractive, autant pour les jeunes que pour leurs parents. La crise économique a une influence. Avant, une bonne réussite scolaire signifiait une réussite de la vie professionnelle tout entière, on ne pensait pas qu'un cadre de cinquante ans pouvait connaître le chômage. Or c'est bien le cas aujourd'hui. Comme si le mythe de la méritocratie par le diplôme était terminé. De plus, ces problèmes ont été fortement médiatisés.

Du coup, les couches sociales défavorisées – mais défavorisé n'a pas le même sens qu'en France – disons les couches moyennes ou en dessous de la moyenne, se sont détournées de l'école. Et l'assiduité, cette coutume japonaise, a été perdue. Je pense que cette valeur d'assiduité était la clé de la société au Japon. Actuellement, autant les parents que les enseignants, ne parviennent plus à mobiliser les élèves sur les études. Dans les recherches, les sociologues se sont aperçus que, non seulement le niveau baissait, mais surtout, que l'intérêt à travailler était moindre. Les élèves travaillent moins à la maison. Et c'est en lien avec l'appartenance sociale : dans les enquêtes, il est net que ce sont les élèves issus des « couches sociales infé-

rieures » qui travaillent moins, alors qu'une minorité, issue des milieux « cadre supérieur » travaille encore beaucoup, comme il y a quarante ans, et peut effectivement espérer faire partie de l'élite de l'enseignement supérieur. Avant, au Japon, on pensait que, en travaillant, tout le monde pouvait réussir, intégrer un établissement renommé. Et cela fonctionnait en grande partie dans la mesure où il y avait des emplois stables. Jusque dans les années quatre-vingt, la question des classes sociales ne se posait pas, tout le monde se sentait dans la classe moyenne. Il y avait une sorte d'homogénéité, c'était la force de la société japonaise.

Puis, dans les années quatre-vingt, jusqu'au début des années quatre-vingt-dix, la question de la violence a été forte – vous en avez même entendu parler en France. Il y avait beaucoup de violence physique, contre les professeurs, et entre les élèves, le bizutage surtout. Il y a eu aussi des suicides d'enfants. C'était lié à la compétition pour l'accès aux universités, accès qui, objectivement, détermine toute la vie future. Il y avait des pressions énormes sur les établissements et leur renommée, cette pression retombant sur les enseignants. Quand un élève a été admis dans un lycée, il ne peut plus être orienté ailleurs et les enseignants sont, en quelque sorte, obligés de les faire réussir. Cela les stresse énormément, il y a eu beaucoup de maladies, de suicides d'enseignants. Et cela stresse aussi les élèves et produit de la concurrence entre eux. Seuls les meilleurs, qui sont dans les meilleures classes, peuvent viser l'université de Tokyo, la faculté de droit par exemple. Le bizutage est lié aux résultats, aux notes, il s'agit disons « d'écraser l'autre » pour atteindre son objectif.

La question de la violence est moins forte aujourd'hui, le problème est davantage celui de l'absentéisme. Cela commence au collège au moment de l'adolescence, mais c'est au lycée que cela se développe le plus : les élèves n'ont plus d'objectifs, ils ne savent plus pourquoi ils sont scolarisés, ils ne veulent plus rester à l'école. C'est très difficile pour les enseignants, d'autant plus qu'ils sont moins soutenus par les parents qui ne trouvent plus les moyens de motiver leurs enfants, qui n'arrivent plus à les convaincre d'apprendre, de travailler. Avant, les adultes disaient « si tu arrives à finir tes études, tu auras un bon métier », maintenant ils ne peuvent plus le dire.

Quelques articles de Daisuké Sonoyama en français

« Les élèves étrangers au Japon et en France » in *Diversité* n° 144, Scérén, mars 2006, p.187-194.

« Certification secondaire et insertion professionnelle. Le cas du Japon » in *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 37, Centre international d'études pédagogiques, décembre 2004.

« Japon : la fin d'un mythe ? La place de la formation professionnelle dans un contexte économique en évolution » in *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 34, Centre international d'études pédagogiques, décembre 2003, p.103-108.

« La professionnalisation des enseignants et la crise des écoles au Japon » in *Bulletin de psychologie scolaire et d'orientation*, 49^e année, n° 3, 2000, p.119-130.

« Éducation et problèmes de société. Des réformes au Japon », in *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 20, Centre international d'études pédagogiques, décembre 1998, p.129-134.

Y a-t-il des actions, des plans de lutte contre l'échec ou la difficulté scolaire ?

En fait on ne distingue pas vraiment les élèves en grande difficulté, on ne fait pas de typologie. C'est sans doute lié au fait que le concept de classe sociale est inexistant au Japon. On ne parle jamais de classe supérieure, moyenne ou ouvrière. On pense que tout le monde est dans la classe moyenne. Même si les sociologues ont travaillé ces questions, c'est quand même resté, me semble-t-il, dans le monde académique. Chez les enseignants, il y a toujours eu, sans que cela soit officiel, une culture que l'on pourrait qualifier de « militante ». Pour eux, l'important est de faire progresser toute la classe et pas seulement quelques individus. Aussi le travail collectif et coopératif est-il essentiel. La classe est considérée comme une famille : quand un élève est plus faible, il ne doit pas être laissé à l'écart. Il est pris en charge par l'enseignant avec l'ensemble des élèves, ceux qui sont meilleurs l'aident, se mettent à côté de lui. Cela ressemble à ce que j'ai vu dans les classes Freinet en France. Sans être spécialiste des méthodes pédagogiques, j'ai l'impression qu'au Japon les enseignants prennent davantage en charge les élèves qui risquent de décrocher. D'ailleurs le redoublement n'existe pas. Les enseignants japonais ne l'imaginent même pas, ils sont surpris quand on leur en parle. Tout le monde doit être au même niveau, l'homogénéité est essentielle, dès qu'il y a une différence c'est très mal vu. De plus, la réussite dans une matière ne peut pas compenser l'échec dans une autre, il faut que les élèves réussissent dans toutes les matières.

Malgré cela, au vu des difficultés, on a introduit des classes de niveau par exemple. Bien que les chercheurs en éducation sachent que, même à l'étranger, cela ne produit pas de bons résultats. C'est une demande qui venait des enseignants eux-mêmes car les élèves sont nombreux (quarante par classe) et l'hétérogénéité de fait est de plus en plus difficile pour les enseignants. Du côté des parents, le recours à l'enseignement privé est très important. Il y a beaucoup d'écoles privées au Japon, surtout dans les grandes villes (à Tokyo, je pense qu'elles représentent 20 à 25 % de l'ensemble). Les parents pensent que ces écoles privées ont un meilleur encadrement, de meilleurs professeurs, un meilleur équipement et qu'elles préparent mieux les concours d'entrée à l'université. Il est vrai que certaines écoles sont riches et ont de bons équipements. Mais, jusque dans les années quatre-vingt, les anciennes universités impériales de Tokyo ou de Kyoto, qui sont les premières universités au Japon, recrutaient davantage dans les lycées publics. Cela a tendance à évoluer actuellement.

Buraku et Burakumin

La minorité Buraku comprend trois millions de personnes qui font l'objet de discrimination depuis des siècles. Cette discrimination n'est pas fondée sur une différence d'origine ethnique, mais sur un système féodal de castes. Les réformes démocratiques n'ont pu faire disparaître ces pratiques discriminatoires. Aujourd'hui encore les communautés buraku vivant dans de nombreuses villes souffrent de diverses formes de discrimination systématique et institutionnelle, dans le système judiciaire et en matière d'emploi, d'enseignement, de logement, de politique publique et d'assimilation sociale. La plupart des Buraku accomplissent des tâches manuelles très dures et occupent des emplois précaires, leur niveau d'instruction est inférieur à la moyenne nationale. Souvent les parents non buraku ne permettent pas à leurs fils ou filles d'épouser des Burakumin. Des organismes continuent de procéder à des investigations à la demande de familles non buraku pour retracer l'origine des personnes supposées être des Burakumin.

Source : « Racisme et discrimination raciale », rapport du rapporteur spécial, *in Bilan des droits de la personne*, Nations unies, commission des droits de l'homme, 2002.

Il y a aujourd'hui un grand débat sur la question du choix de l'établissement et de la carte scolaire car la carte scolaire existe bien au Japon. Mais, au niveau du lycée, qu'il soit public ou privé, il y a un concours d'entrée et donc, la notion de carte scolaire disparaît. Ainsi, dans un même quartier, les établissements sont différents : il y a des lycées renommés, moyens et populaires. Ils n'afichent pas les mêmes objectifs.

Y a-t-il, au Japon, une politique ZEP, ou son équivalent ?

En fait il existe, sur l'ensemble du territoire japonais, une forme de ghetto qui s'appelle Burakumin. La population Buraku est une communauté discriminée par son lieu d'habitation (des banlieues hors des villages) qui exerçait principalement les métiers d'abatage et de tannerie. Jusqu'à l'ère Meiji¹, il existait un système de castes et, à l'époque de Edo, les communautés Buraku avaient été choisies comme « outcastes ». Elles n'ont jamais été vraiment libérées, même après l'abolition des castes en 1871. Depuis 1920, le gouvernement a pris en charge ces populations, mais cette politique, qui ressemble à ce qu'en France vous appelez « politique de la ville », a pris fin en 2002. Il n'y a plus de subventions. Dans ces zones, il y a des problèmes d'illettrisme car les parents et plus encore les grands-parents n'ont pas eu accès à la scolarité ou pas suffisamment de soutien. Les populations qui habitent ces ghettos ont cette adresse dans leur registre d'état civil et sont encore discriminées par rapport à l'emploi, au mariage, etc. Le droit international demande toujours au Japon de mener une politique antidiscriminatoire mais ce n'est pas réellement fait. Environ un million de personnes habitent dans ces ghettos et on estime à trois millions les descendants de Burakumin.

Il y a également environ deux millions d'étrangers au Japon, et ce chiffre a tendance à augmenter. Dans la constitution, il est écrit que l'école est obligatoire pour ceux qui ont la nationalité japonaise, ceux qui ne

l'ont pas ne sont pas obligés de scolariser leurs enfants. Ils peuvent le demander à la municipalité et c'est elle qui décide de la accueillir ou pas. Cette démarche est difficile pour ceux qui sont en situation irrégulière et n'ont pas de papiers – et cela existe, comme en France. La grande majorité des immigrés sont les Chinois. Il y a aussi des Coréens, mais peu de nouvellement arrivés, ils sont souvent de deuxième ou de troisième génération. Ensuite, ce sont des Japonais d'origine qui ont émigré en Amérique du Sud (Brésil, Pérou, Chili, Bolivie) et qui ont la nationalité de ces pays (ou la double nationalité). Ils reviennent au Japon parce que, depuis 1990, la loi leur permet de travailler en tant que main-d'œuvre, ils ont des cartes de séjour, des permis pour travailler au Japon. Mais ils ne parlent pas japonais. Certains sont mariés avec des Brésiliens d'origine qui sont souvent catholiques et ils ont une culture totalement différente. Ils n'ont pas gardé la culture japonaise. Ils la découvrent et c'est très difficile tant pour les parents que pour les enfants. Ces enfants immigrés ne représentent pas plus de 1 % de la population scolaire et, surtout, ils sont dispersés sur le territoire. C'est le problème. Dans le système éducatif il n'y a pas d'accueil systématique comme en France et pas de classes d'accueil. Même si, dans certaines villes, il est possible d'avoir des interprètes ou des brochures expliquant le système. Les enseignants ne sont pas formés spécifiquement sur ces questions, il n'existe pas l'équivalent du FLE (Français langue étrangère), il n'y a pas de manuels.

Pour finir disons que l'on voit bien comment la France et le Japon, avec leurs histoires et cultures propres, ont beaucoup à s'apprendre mutuellement pour avancer dans la lutte contre les discriminations et évoluer vers une société plus égale et équitable. ■

1. L'ère Meiji est le nom de la période historique qui va de 1868 à 1912, elle est comprise entre l'ère Edo et l'ère Taisho. Appelée aussi restauration Meiji, elle symbolise l'industrialisation du Japon et son passage de la féodalité à la modernité (abolition de la féodalité).